

# Migrants : Béchu ne cédera pas

L'agglomération refuse de rétablir l'eau courante dans deux de ses bâtiments squattés par des sans-papiers.

Jean-Philippe COLOMBET

jean-philippe.colombet@courrier-ouest.com

Depuis plus de deux mois, plus une goutte d'eau ne sort des robinets des deux squats dit de la Rose, à la Roseraie et du boulevard de la Romanerie à Saint-Barthélemy-d'Anjou. Dans ces habitats de fortune appartenant à la communauté urbaine, vivent - ou plutôt survivent - une cinquantaine d'hommes, de femmes et d'enfants, originaires d'Afrique pour les uns, de Roumanie pour les autres. En novembre dernier, Angers Loire Métropole leur a coupé les vannes en raison de fuites dans des logements, mais n'a depuis jamais rétabli l'approvisionnement en eau. Un scandale pour le collectif de soutien aux sans-papiers qui s'appuie sur la loi Brothès de 2013 « qui précise qu'on ne peut pas couper l'eau d'un logement, quel que soit le mode d'occupation ». « Or, souligne le collectif, dans un référé, le tribunal a accordé la trêve hivernale jusqu'au 31 mars ». Autrement dit, la cinquantaine de migrants ne peut être expulsée avant cette date. Ni privée d'eau potable.

« J'ai validé un refus et je ne modifierai pas ma position »

**CHRISTOPHE BÉCHU.**  
Président d'ALM.

Malgré deux manifestations au siège d'ALM le 19 décembre et le 24 janvier dernier, la collectivité campe sur ses positions. Quant à son président, Christophe Béchu (ex-LR), il avait jusque-là refusé de faire le moindre commentaire public.

Lundi soir pourtant, la socialiste Silvia Camara-Tombini, l'a poussé à sortir du bois lors de la réunion du conseil d'agglomération. Profitant d'une délibération apparemment anodine sur la restructuration et l'extension des locaux de la Direction de l'eau et de l'assainissement sur le site de la rue Chèvre, l'élue a de nouveau porté le débat sur la place publique. « Je souhaiterais, M. le président, que notre agglomération prenne la décision de rétablir dans les plus brefs délais l'accès à l'eau dans ces deux squats. C'est une question d'hygiène et de santé publique, a-t-elle argumenté. Nous avons un devoir, une exigence de solidarité ». Évidemment sensible au sort des migrants, Christophe Béchu est toutefois resté ferme. « J'ai validé un refus et je ne modifierai pas ma position. Pas par absence d'humanisme, mais précisément parce que c'est irresponsable, compte tenu de ce qui nous a été dit de la dangerosité du squat où les gens se trouvent, de leur donner



Angers, 6 septembre 2017. Au squat dit de la Rose, à la Roseraie, les migrants vivent sans eau depuis plusieurs mois.

Archives CD - Josselin CLAIR

le sentiment qu'on va améliorer le confort pour les encourager à y rester. Je considère que la responsabilité de l'État sur le fait en particulier de trouver des hébergements d'urgence pour une partie de ceux-là n'est pas de les laisser dans un endroit insalubre, dangereux dans lequel, si on les encourage à rester et s'il y a un drame demain, nos mots autour de l'humanisme, de la bienveillance, de la bienveillance, ne s'appliqueront pas ». Face à cette fin de non-recevoir, Silvia Camara-Tombini a proposé aux élus d'unir leurs forces « pour aller

vers l'État et pour exiger qu'il y ait encore plus de places d'accueil ». Une proposition à nouveau retoquée par le président d'ALM qui craint un appel d'air. « Je pense et j'assume dans ce domaine, au risque d'en choquer quelques-uns, que des actions de ce type n'ont pas forcément vocation à être médiatisées, estime Christophe Béchu. Je pense qu'il y a, au-delà des situations individuelles, dramatiques, de gens qui, pour l'écrasante majorité d'entre eux, ne choisissent pas de venir dans notre pays ou de se trouver dans la rue quoi qu'on puisse lire. Il

y a aussi des mots qui passent, des familles qui s'organisent et qui vont là où les capacités d'hébergements se renforcent ». Et d'enfoncer le clou : « Je ne m'engagerai pas dans une position qui enverrait le signal qu'il y a de la place à Angers, qu'il y a davantage de places à Angers et que davantage de personnes peuvent venir ».

En attendant, c'est le système D à la Rose tandis que des bénévoles du collectif de soutien aux sans-papiers continuent d'approvisionner le squat de Saint-Barthélemy en eau à l'aide de bouteilles et de bidons.